

M. le Chef du Département
10. VI

LÉGATION DE SUISSE EN GRANDE-BRETAGNE
LONDRES

1/12

W. Montagu
18 MONTAGU PLACE
BAYAN TON SQUARE, W.1.

RÉFÉRENCE

Té/Wa.

(Ritche Kopie für C.4.753.0. erhalten!)

le 6 juin 1950.

16. VI

Monsieur le Ministre,

Si quelque doute était encore permis après le discours de Mr. Acheson du 31 mai et la déclaration de M. Marjolin du 2 juin sur la collusion qui doit inévitablement se produire dans l'activité de l'O.E.C.E. entre les questions économiques et les questions de défense, les conversations que je viens d'avoir avec deux des Sous-Secrétaires d'Etat adjoints du Foreign Office, qui ont pris part aux conférences de Londres, sont de nature à effacer à ce sujet les dernières incertitudes.

Je vous ai fait connaître, dans une communication par voie rapide, les propos de Sir Gladwyn Jebb, jusqu'à présent Deputy Under-Secretary of State, qui représentera dès le mois prochain le Royaume-Uni à l'ONU, en lieu et place de Sir Alexander Cadogan. Le présent rapport a trait plus particulièrement à un récent entretien avec Mr. Berthoud, Superintending Assistant Under-Secretary of the Economic Intelligence Department" et membre de la délégation anglaise à l'O.E.C.E.

Monsieur le Ministre A. Zehnder,
Chef de la Division des Affaires Politiques
du Département Politique Fédéral
B E R N E .



- 2 -

Selon mon informateur, la Grande-Bretagne combat avec vigueur l'idée d'une troisième puissance, "troisième force", qui, placée à égale distance de l'U.R.S.S. et l'U.S.A., conserverait son libre arbitre et, partant, la possibilité de rester neutre en cas de conflit. C'est une illusion! L'Europe occidentale ne peut s'isoler et vivre sur son propre fond; elle n'a d'autre moyen de salut que de se rapprocher du Nouveau Monde. C'est pénétrée de la nécessité de ce rapprochement que la Grande-Bretagne a abordé les conférences de Londres. Dans son esprit, l'Organisation atlantique devait dominer tous les autres groupements, qu'ils fussent de nature politique, militaire ou économique. L'attitude de la France l'a amenée à atténuer sur quelques points, en particulier en ce qui concerne l'O.E.C.E., la stricte application de ce principe. En droit, la Grande-Bretagne a accepté, au moins jusqu'à nouvel ordre - et c'est ce qui explique les propos de Mr. Jebb - une répartition des tâches entre le Comité économique et financier de l'Organisation atlantique et l'O.E.C.E. Le premier de ces organismes, siégeant à Londres, devra en effet mettre en oeuvre l'article 2 du Pacte aux fins d'accroître le potentiel de défense de chaque membre de la Communauté atlantique, tandis que l'O.E.C.E., conservant à Paris le centre de son activité, serait chargée

- 3 -

en tout premier lieu de réduire le problème qui est au centre des préoccupations de la Grande-Bretagne sur le plan économique: le "Dollar Gap". Or, cette dernière question est insoluble sans une collaboration active, une "working relationship", entre les Etats-Unis et le Canada d'une part, l'O.E.C.E. d'autre part. Puisque aussi bien, précise mon interlocuteur, il n'y a pas qu'une frontière européenne, il y a également une frontière américaine. Il ne suffit pas de forcer les exportations européennes vers l'Amérique, encore faut-il que cette dernière soit prête à les accueillir et renonce à les entraver par des mesures protectionnistes ou des formalités administratives.

Une première constatation s'impose: la "working relationship" entre l'Amérique et l'O.E.C.E. fait que la composition de ce dernier, à deux ou trois exceptions près, est identique à celle de l'Organisation atlantique. La concession anglaise à la thèse française est donc en fait plus apparente que réelle.

Cela n'aurait rien de particulièrement alarmant - je me garde toutefois de sousestimer les inconvénients de cette situation - s'il n'y avait une menace plus grande pour les pays qui ont entendu limiter leur collaboration à l'O.E.E.C. aux problèmes économiques.

- 4 -

En effet, si pour l'heure les tâches semblent strictement réparties entre l'O.E.C.E. et l'Organisation atlantique, si l'étude des questions économiques en fonction du potentiel militaire de l'Occident est distincte de la solution des difficultés proprement économiques de l'Europe, cette ségrégation des problèmes est-elle chose durable?

Nous touchons ici au point essentiel du débat.

Je fais tout d'abord observer à mon interlocuteur que la discrimination décrite par les communiqués des Conférences de Londres n'apparaît pas très clairement dans les déclarations de Mr. Acheson. Tout se passe comme si les "distinguo" par lesquels l'on cherche - sans prendre du reste une peine excessive - à calmer les appréhensions des neutres, n'étaient pas compris Outre Atlantique où la crainte de certains pays de glisser sur une pente savonnée apparaît négligeable.

Mon interlocuteur ne peut que reconnaître à la lumière des textes, qu'il en est bien ainsi. Mais il s'étonne alors qu'aucune voix neutre ne se soit élevée au sein de l'O.E.C.E. à la lecture du paragraphe 9 de la déclaration de M. Marjolin du 2 juin dernier et dont le texte se rapproche singulièrement du discours de Mr. Acheson. Je rappelle pour le bon ordre le texte de cette déclaration:

"This conclusion is strengthened by the fact that
 "most Member countries are under the necessity of rein-
 "forcing their security. In a stationary economy, such
 "rearmament can only be achieved either at the expense of
 "the present standard of living of the population, or at
 "the expense of investments, that is, the future standard
 "of living of the population. On the other hand, in an ex-

- 5 -

"panding economy the solution is easier. A strengthening
"of security and a rise in consumption are possible at
"the same time".

Ces deux opinions sont du reste dépassées par les
propos de Sir Gladwyn que de Mr. Berthoud, qui m'ont confirmé
sans hésitation "qu'avec le temps il était certain que la ligne
de démarcation entre les divers problèmes traités à Londres et
à Paris serait difficile à maintenir, car ces problèmes appa-
raissent convergents plutôt que parallèles".

J'ajoute pour être complet que mon collègue suédois
a recueilli au Foreign Office des déclarations analogues et
qu'un informateur qui se situe très près de l'O.E.C.E. estime
que ces problèmes, bien que séparés pour la forme, sont dans
le fond "inextricably interwoven".

Ainsi nous voilà clairement avertis de la situation
et du chevauchement des problèmes économiques et des problèmes
de défense dans le champs d'activité de l'O.E.C.E.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance
de ma haute considération.

H. de Torny